



Les Ateliers de Création - formation - Insertion



rapp d'activité 2018

Association Appel d'Aire
7 Impasse Sylvestre BP 90 13381 Marseille cedex 13
Tél 04 91 21 65 04
contact@appeldaire.net / appeldaire.net

appel d'aire

chantier école



Les Ateliers de Création - formation - Insertion

Appel d'Aire est une association loi 1901 qui exerce en tant qu'organisme de formation depuis 1997. Elle est installée sur Marseille depuis 2002 sur le domaine de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

L'association Appel d'Aire mène ses actions de remobilisation auprès de jeunes déscolarisés et/ou placés sous main de justice. Agés de 16 à 25 ans, ils peuvent intégrer tout au long de l'année une formation non diplômante aux métiers du bois et du métal au sein de notre organisme, en qualité de stagiaire de la formation professionnelle.

Notre originalité est de proposer une formation dans laquelle nos stagiaires apprennent en construisant du mobilier et des équipements, en interaction avec les clients. Ces réalisations s'appuient sur une démarche de design intégrant des préoccupations environnementales.

Ces projets ambitieux sont le support d'une formation technique mais aussi et surtout d'un accompagnement plus large, visant à évoluer sur des «savoir-être» et à se réconcilier avec les apprentissages.

«Rien ne se fera sans les jeunes. Toute politique ne peut être entreprise et menée à bien qu'avec ceux à qui elle s'adresse. C'est à eux qu'il revient de donner à l'ensemble des forces sociales concernées des raisons de s'acharner à construire de nouvelles voies.»

Cette citation de Bertrand Schwartz (Père des missions locales) donne totalement raison à APPEL D'AIRE et valide sa démarche générale d'actions en faveur des jeunes en précarités éducatives, familiales, économiques perturbant leur insertion sociale.

La confiance que notre association donne aux jeunes adultes frappant à sa porte est indispensable à leur réflexion quant à une nouvelle vision de leur avenir et des moyens pour le tracer. Ils ont des espoirs, mais ne savent pas toujours en définir les contours et les conditions. Tout en exigeant d'eux un engagement responsable et réciproque, l'équipe d'APPEL D'AIRE leur permet de concrétiser progressivement les bases indispensables à leur accès à la formation professionnelle et/ou à l'emploi. Mais son objectif est surtout de les amener à apprendre de leur expérience et à devenir des individus trouvant leur place dans la société.

Mais, dans cette démarche, APPEL D'AIRE ne saurait être seule à intervenir. Les nouvelles voies évoquées plus haut ne sont possibles que par une responsabilisation collective de tous les acteurs éducatifs, institutionnels et financiers. Chacun y a sa part d'intervention, complémentaire, réciproque et solidaire.

Si les Pouvoirs Publics délèguent à APPEL D'AIRE, comme à d'autres associations, une mission associée à celles qu'ils initient, mais ne réalisent pas directement, ils doivent en prévoir les moyens à hauteur de ceux qu'ils y consacraient eux-mêmes.

La précarité des dispositifs et des structures ne permet plus une pérennité des actions, tous les ans remises en question du fait des fluctuations des budgets, le plus souvent à la baisse.

Répondre aux préconisations édictées par ses commanditaires est une obligation pour laquelle APPEL D'AIRE s'engage, mais ne peut concrétiser sans une prise en compte réaliste des moyens qu'elles exigent.

Les politiques publiques de formation et d'insertion sont effectivement confrontées aux limites des budgets, mais aussi des volontés nettement affichées et articulées aux objectifs annoncés. Les acteurs éducatifs en sont tributaires, mais ne doivent pas en devenir victimes. Leur avenir en dépend.

Encore une fois, APPEL D'AIRE saura trouver les conditions de ses actions. Toutefois, la récurrence des difficultés et la gêne occasionnée par des événements successifs freinent son action et ne lui donnent plus toujours la sérénité nécessaire, alors qu'elle innove encore dans ses projets.

L'année 2018 a connu la finalisation d'un très gros projet « La maison autonome transportable » qui a été l'occasion d'innovation et de créativité. La poursuite actuelle des projets occasionne maintenant esthétique et patrimoine, comme des précédents ont pu approcher environnement, solidarité, culture, citoyenneté... Cette diversité permet à nos jeunes une ouverture d'esprit à laquelle ils se sentent prêts et qu'ils pensent indispensable à leur propre construction.

Rien ne se fera donc sans eux ... si nous le voulons ... si nous leur permettons ... via la limite réaliste des moyens que chacun y consacra.

François BOSCHER, Président.

Vie de l'association

Gouvernance

Assemblée Générale

La dernière assemblée générale a eu lieu le 20 avril 2018.

Membres du Conseil d'Administration

- **François Boscher**, Président
- **Denis Leroy**, Vice-Président
- **Amandine Boscher**, Trésorière
- **Nassim Amrouche**
- **Paul Cucciaioni**
- **Régis Delaplagne**
- **Daniel Dalby**
- **Joséphine Martini**
- **Zakaria Boulahia**

Au cours de cette action, les membres du Conseil d'Administration ne se sont pas réunis en dehors de l'assemblée générale.

Adhésions

Il y a eu au cours de cette année 24 adhésions.

Emploi

L'équipe est constituée des salariés suivants :

- Julien Acquaviva**, directeur (CDI)
- Jean Luc Levy**, encadrant technique en métallerie (CDI)
- Jean-Luc Mazille**, encadrant technique en menuiserie (CDI)
- Stéphane Roux**, formateur en remédiation cognitive (Prestataire à temps partiel)

Des stagiaires éducatrices en formation sont venues effectuer des périodes de stage dans notre chantier école :

- Pauline Rambonna** (IRTS)
- Mélina Bent Mohamed** et **Charlène Laurent** (binôme IMF)
- Victoria Tozzi** (IRTS)



Partenaires

- **Des éducateurs** : de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (**PJJ**), des Associations de l'Aide Sociale à l'Enfance (**ASE**), de Milieux Ouverts ou Fermés, ou encore de l'Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention (**ADDAP13**). Ces professionnels nous orientent des futurs stagiaires et exercent un suivi en collaboration avec notre équipe durant leur parcours.
- **La Mission Locale de Marseille**, qui oriente et/ou contractualise l'inscription des stagiaires dans notre organisme. Ses conseillers travaillent avec nous sur les questions d'orientation professionnelle et de vie courante (santé, logement, accès aux droits, etc)
- **Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) et la Mission Locale détachée à la Maison d'Arrêt des Baumettes** qui nous orientent des stagiaires en régime de semi-liberté, avec un bracelet électronique, etc.
- Le **Centre de Formation des Apprentis** du bâtiment : visite du CFA, présentation des différentes formations et mise en relation facilitée avec des patrons d'apprentissage.
- Le chantier d'insertion **ACTAVISTA** et l'entreprise d'insertion **Territoire**, chez qui nous orientons des stagiaires en vue de signer un contrat d'insertion de 6 mois.
- L'association **Addiction Méditerranée** dans des réunions d'information dispensées à nos équipes et nos stagiaires sur les drogues, dans la prise en charge de certains jeunes en consultation « jeunes consommateurs ».
- L'association **Mot à Mot**, accompagne des stagiaires volontaires qui souhaitent améliorer leur maîtrise du français à l'extérieur d'Appel d'Aire (sur des créneaux mis à disposition).
- Les services du Domaine de la **Protection Judiciaire de la Jeunesse** des Chutes-Lavie, pour nos différentes collaborations.
- **Le Pôle Territorial de Formation** de la **PJJ** (PTF) et l'**Institut Régional du Travail Social** (IRTS) qui orientent des stagiaires éducateurs en formation, pour qu'ils découvrent notre méthode d'accompagnement et/ou effectuent des périodes de stage au sein de notre structure.
- L'**UCPA**, avec qui nous organisons des sorties sportives.
- L'association des **Amis de jeudi dimanche** avec qui nous effectuons des sorties en voilier dans la rade de Marseille.

- Le **Pôle Eco Design**, pour la conception de certains projets réalisés qui intègrent des dimensions de design social et environnemental.
- La **Maison de l'Apprenti**, pour les échanges entretenus autour de nos pratiques et les services mutuels rendus.
- **Les bénéficiaires des projets** que construisent nos stagiaires. Ces derniers se rendent disponibles à plusieurs étapes du projet afin de créer des interactions et du lien avec nos stagiaires.
- Des **bénévoles** qui nous soutiennent et donnent divers « coups de mains » à l'Association (soutien dans les ateliers, recherches d'informations, mise en relation, etc.)



Sortie voile avec les Amis du jeudi dimanche



Sortie escalade avec l'UCPA

Partenaires financiers



- Le **Conseil Régional** : la Direction Jeunesse, Sports et Citoyenneté



- La **Préfecture de Police des Bouches du Rhône** dans le cadre du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (**FIPD**)



- La **Protection Judiciaire de la Jeunesse** (DIR PJJ)

- L'administration Pénitentiaire avec la Direction du **Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation** des Bouches du Rhône (SPIP13)



- La **fondation Julienne Dumeste**, qui soutient des actions « pour l'innovation sociale et humanitaire »

Des dons en faveur d'Appel d'Aire

Vous pouvez vous rendre sur «l'espace dons» de la Caisse d'Épargne ou nous contacter directement pour faire un don à Appel d'Aire et soutenir nos actions (dons éligibles à déductions fiscales).

appeldaire.espacedons.com



Les stagiaires

Le suivi des stagiaires

Chaque stagiaire, après son inscription à Appel d'Aire, effectue une période d'essai de 15 jours. À l'issue de celle-ci, un premier bilan est effectué avec l'équipe encadrante. Au cours de ce bilan sont étudiés les impressions et remarques réciproques. Il est un préalable à la poursuite ou non de la formation et à fixer des objectifs de travail.

Des **bilans de compétences** sont ensuite organisés tous les deux mois. Deux grilles, correspondant à **des savoir-faire** (respect des règles de sécurité, application des consignes, apprentissage et mémorisation des techniques, autonomie...) et à **des savoir-être** (ponctualité, assiduité, justification des absences, politesse, respect...) permettent d'évaluer les acquisitions.

Ces grilles de compétences possèdent 3 cases : acquis/ non acquis/ en cours d'acquisition. C'est le stagiaire lui-même qui complète chaque item avant de se confronter à l'appréciation de l'équipe encadrante. La validation des items est ensuite faite en concertation.

Cette **auto-évaluation** donne à voir, bilan après bilan, l'**évolution** de chaque stagiaire et offre l'occasion de faire un point plus général sur le parcours de chacun au sein d'Appel d'Aire.

En entrée et sortie permanente, la durée des parcours dans notre structure n'est pas établie. Elle se dessine au fil du parcours et des évolutions individuelles pour chaque stagiaire.



Les ateliers hebdomadaires de remédiation cognitive et de citoyenneté

Le travail d'éducation cognitive se concentre sur l'augmentation des capacités d'apprentissage. Dans un premier temps il ne s'agit donc plus, pour le formateur, d'enseigner des contenus, des connaissances propres à certaines disciplines, mais d'enseigner des règles générales de pensée, des procédures d'intellections, des processus d'acquisition et d'utilisation des connaissances. **Il ne s'agit donc plus tant pour l'apprenant d'apprendre que «d'apprendre à apprendre»**. Autrement dit: faciliter l'actualisation de ses potentialités cognitives pour une plus grande efficacité intellectuelle applicable quel que soit le support.

Les tâches proposées visent donc à renforcer les fonctions cognitives comme les capacités d'attention, la contenance et l'efficacité de la mémoire, les facultés d'assimilation et de fixation, les compétences performatives d'expression et de compréhension.

Charte et délégués des stagiaires

En 2016 les stagiaires ont rédigé une charte qui érige **les principes du vivre ensemble** au sein de leur formation. Cette dernière a été travaillé dans le cadre des ateliers de remédiation cognitive et de citoyenneté.

Elle est accessible dans la rubrique téléchargement de notre site internet.

Cette charte prévoit entre autre **l'élection de délégués** (délégué et suppléant) chargés de représenter tous les stagiaires ; les mandats sont renouvelés à chaque rentrée de congés. Ils organisent des réunions hebdomadaire entre stagiaires, dans un premier temps, avant de convier l'équipe d'encadrement pour une restitution des échanges. Ils font ainsi des propositions (d'organisation interne, de choix sorties, de planification d'activités sportives, etc.) ou interrogent et discutent les décisions prises par l'encadrement.



Charte encadrée et affichée dans nos locaux

Des difficultés dans la poursuite des parcours en 2018

Une fois de plus en 2018, les stagiaires d'Appel d'Aire ont rencontré des difficultés dans la poursuite de leurs parcours, pour au moins pour deux raisons, qu'il est nécessaire de rappeler :

- Les critères de prise en charge des stagiaires par l'ASP ont évolué subitement et sans préavis au 1er Janvier 2018. À partir de cette date, seuls les stagiaires âgés de moins de 23 ans ont été rémunérés, alors qu'auparavant les usagers recevaient une indemnité jusqu'à leur 26ième anniversaire... Ce changement imprévu a écourté, voire a stoppé net, le parcours de formation de certains stagiaires entre la fin 2017 et le début d'année 2018. Il a par ailleurs conduit certains à ne pas tenter l'inscription et d'autres de commencer un parcours, puis de se décourager par manque de finances. En tout, 6 abandons dus à ce changement dans le critère de l'âge (5 en 2018, et 1 au 31 Décembre 2017)!
- L'activité d'Appel d'Aire a été interrompue durant 15 jours en Février suite aux graves événements se déroulant alors sur le domaine de la PJJ (un réseau de drogues s'y était installé et menaçait l'ensemble des personnels et usagers). L'activité de la PJJ ayant été en grande partie délocalisée, des actions récurrentes d'intimidation ont eu lieu à l'entrée du domaine, quasiment désertique. De même, un cambriolage des locaux d'Appel d'Aire, nous privant de la totalité de l'équipement électroportatif, suivi d'enquêtes de la police scientifique, ont imposé une interruption temporaire et salutaire des activités de l'Association ; ses salariés ayant usé de leur droit de retrait suite à cet incident.

Quelques chiffres

Places disponibles : 10

Inscriptions : 30

Heures théoriques de formation réalisées : 73%

Durée moyenne du parcours de formation : 3 mois

Moyenne d'âge : 20 ans

Nombres de stages en entreprises : 3

Sorties en formations qualifiantes ou emploi : 6

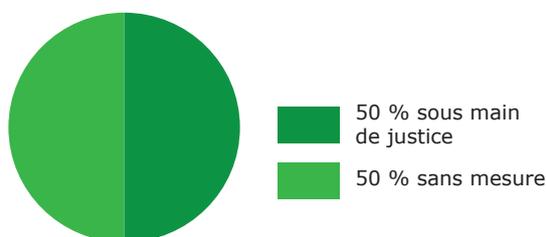
- 2 en chantier d'insertion (Actavista : métallerie et maçonnerie)
- 2 en entreprise (fonderie et restauration)
- 2 en contrat d'apprentissage (métallerie et menuiserie)

Ces chiffres sont donnés à titre indicatif et ne doivent pas être sur-interprétés (ou l'inverse !). Appel d'Aire est une étape dans le parcours d'un jeune. Un jeune peut très bien avoir abandonné un mois après son emploi ou sa formation; a contrario, un autre qui aura été renvoyé a peut être trouvé un emploi depuis...

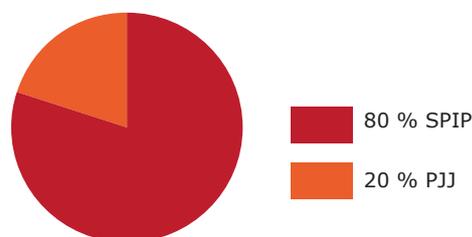
Notre rôle premier n'est pas de conduire ces jeunes vers l'emploi, même si on le souhaite et que l'on agit en conséquence. **Notre but est avant tout éducatif : nous sommes là pour que ces jeunes se remobilisent et accèdent à une autonomie citoyenne !**

Plus précisément, Appel d'Aire travaille à modeler des **êtres inauguraux** en capacité de **se construire en dehors de leur assignation à rôle**. Y compris d'être des désespérés de la recherche d'emploi... ! (cf Hannah Arendt et Paul Ricoeur)

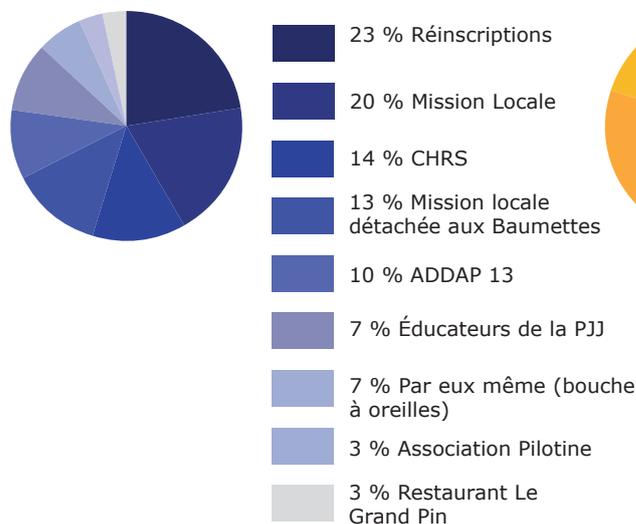
Statut /30



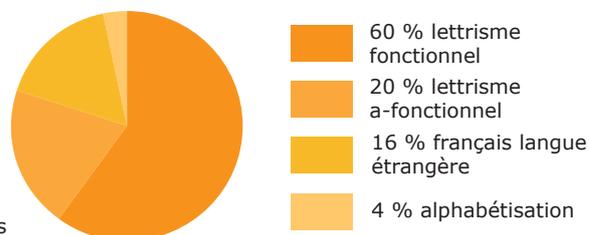
Origine de la mesure /15



Origine de l'orientation /30



Maîtrise de la langue française /30



Le cru 2018

Un aperçu des projets réalisés par les stagiaires cette année :



- Un garde-corps pour sécuriser et embellir la terrasse d'un particulier
- Deux portes de garage «à la provençale» pour le logement de fonction de la cheffe de service du foyer situé sur le domaine de la PJJ
- Un paravent et une porte, qui servent de décor dans une pièce de théâtre dirigée par le secours populaire
- Une porte de garage simple vantail et des volets pour un particulier
- Un «mur de rire» pour l'association Incadratura. Cette installation artistique mobile sera inaugurée le 12 mars à la gare St Charles de Marseille.
- Une boîte à téléphones high tech, destinée à recueillir les portables des stagiaires durant les temps de formation.
- La construction d'arches en bois pour une serre bioclimatique destinée à The Camp (plateau de l'Arbois), et la participation au montage sur site

Événements

Inauguration

Après plus d'un an et demi de travail intensif sur cet ambitieux projet, la Maison Transportable Autonome a été inaugurée officiellement à Emmaüs Pointe Rouge le 2 février 2018 !



Visites et invitations

- La Maison Transportable a été présentée à Appel d'Aire par nos stagiaires aux invités présents pour les vœux de la nouvelle année 2018 (le 11 Janvier).



- Nous avons eu la visite d'une délégation chinoise (avec une traductrice!) qui s'intéressait aux questions de la protection de l'enfance en France. Il s'agissait d'une délégation du comité des affaires intérieures et de justice de la province du Guangdong, qui était invitée par le Conseil Régional et la DIRPJJ.



- Une trentaine d'éducateurs de la PJJ sont venus rendre visite aux stagiaires et découvrir leurs productions, au cours d'une session de formation qu'ils suivaient au Pole Territorial de Formation (PTF) sur « l'insertion sociale/scolaire/économique » de nos publics.

Collectif des anciens stagiaires d'Appel d'Aire

Cette année nous avons initié le lancement d'un collectif des anciens stagiaires d'Appel d'Aire, avec deux temps forts :

- une réunion d'échange entre un ancien stagiaire et le groupe des stagiaires du moment. Sujet principal : comment ça se passe après Appel d'Aire... ?!
- un barbecue organisé en juillet avec une vingtaine d'anciens stagiaires

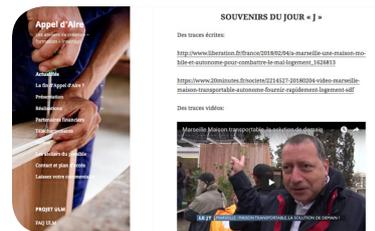


Communication

Le site internet

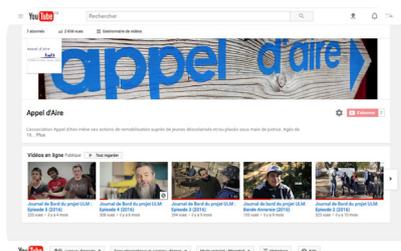
Le site permet de présenter nos actions avec un certain nombre de documents dont plusieurs sont téléchargeables et permet aussi de suivre notre actualité (projets, inauguration, articles de presse, etc.)

www.appeldaire.net



La chaîne YouTube

La chaîne YouTube d'Appel d'Aire recense maintenant toutes les vidéos disponibles concernant notre association : clip de présentation, ateliers vidéos, reportages TV, série vidéo, etc.



www.youtube.com/channel/UC5fdQ8HI1tFCHSpgIJoHLWA

Une série vidéo sur la construction d'un ULM biplace

Paul Cucciaioni, vidéaste/monteur et membre du Conseil d'Administration d'Appel d'Aire, réalise bénévolement depuis plusieurs mois une mini-série qui retrace l'avancée du projet ULM, des débuts de la construction jusqu'au baptême de l'air dont les stagiaires ont bénéficié. Le huitième et dernier épisode sortira avant l'été 2019 !



Des médias qui parlent de nous

• Quelques articles sur la Maison Transportable Autonome construite par Appel d'Aire

Une maison transportable pour faire face à l'urgence
L'association Ampel vient de réceptionner un conteneur habitable réalisé par des jeunes en insertion. Il servira d'abord à loger des SDF.

Les dispositifs d'urgence ne sont pas à l'abri de la demande.

Trois boîtes

EXPOSÉE À ARLES

"Les jours meilleurs", une idée de 1956

A Marseille, une maison mobile et autonome pour combattre le mal-logement

Par Stéphanie Harouyan, correspondante à Marseille (photo Patrick Gherdoulis) — 4 février 2018 à 13:18 (mis à jour à 14:03)

La Fondation Abbé-Pierre présentait jeudi un premier modèle de bungalow transportable et autonome en énergie pour gérer l'urgence des familles sans toit. Et espère multiplier le module à l'avenir.

A Marseille, une maison mobile et autonome pour combattre le mal-logement

C'est un intérieur coquet de 30 mètres carrés, avec deux lits superposés, une cuisine équipée, une salle de bains et un coin salon, avec un canapé-lit déplié. La petite maison est arrivée trois jours plus tôt, en camion, dans la cour de la communauté Ennais de la Pointe-Rouge, dans le sud

RÉGION SUD | DOSSIER

DU CONCRET !

De nombreuses initiatives existent en Provence-Alpes-Côte d'Azur pour atténuer les effets et s'adapter au changement climatique. Focus sur 10 d'entre elles, à la fois exemplaires et emblématiques.

L'URGENCE SOCIALE ET CLIMATIQUE

Une 1^{re} maison transportable autonome inaugurée à Marseille

100% AUTONOME

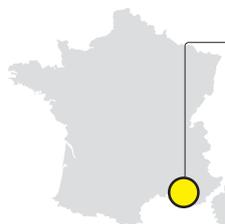
• Un article écrit par Aurélie Darbouret et publié dans Pèlerin Magazine

P

32

CAMARCHE

à Marseille



BOUCHES-DU-RHÔNE

Dans l'aire urbaine de Marseille-Aix-en-Provence, 9 % des 15-24 ans sont non scolarisés et sans diplôme. Dans le top 5 des aires urbaines touchées par la déscolarisation, quatre se trouvent dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (source : rapport du dispositif régional d'observation sociale, juillet 2017).

Déscolarisés, ils ouvrent leurs ailes

REPORTAGE

Dans les Quartiers nord de Marseille, le chantier-école de l'association Appel d'Aire redonne confiance à des jeunes sortis de prison, immigrés ou en décrochage scolaire. Un chemin complexe vers un retour à la vie ordinaire.

par **Aurélie Darbouret** * photos **Patrice Terraz**

LA COMMUNAUTÉ EMMAÛS de la Pointe-Rouge à Marseille fourmille en ce 1^{er} février. On y inaugure un prototype d'habitat d'urgence : un mobil-home amovible, transportable, construit à partir d'un conteneur et doté de quinze jours d'autonomie complète grâce à des panneaux solaires hybrides et une technologie de pointe pour le traitement de l'eau.

Le directeur de la Fondation Abbé-Pierre de la région Paca, qui a confié la conception du prototype à l'association Appel d'Aire, se félicite de la réussite du projet devant un parterre de journalistes et d'huiles marseillaises en cravate. À leur suite, quatre jeunes en parka et bonnet s'avancent timidement vers le micro. Sabrina, la seule fille du groupe, finit par s'en emparer : « Cela me tient à cœur de parler. C'est un projet pour aider les gens, pas juste un travail comme ça ! » Sa témérité déclenche les applaudissements.

Sabrina compte parmi la trentaine de jeunes qui ont participé à la construction de ce conteneur baptisé « La Maison transportable ». Âgés de 16 à 25 ans, aucun d'eux n'était familier du rabot à bois ou du Placoplatre lorsqu'il a franchi la porte de l'association Appel d'Aire, hébergée dans des locaux de la protection judiciaire de la jeunesse. « J'ai fait plein de mal dans ma vie. Si on peut essayer de se rattraper un peu, c'est bien ! » confie-t-elle plus tard, en aparté.

Ce chantier-école, créé à Tourcoing en 1997 par le designer Yannick Le Guiner, a migré à Marseille en 2002, dans le XIII^e arrondisse-

ment, au cœur des Quartiers nord, secteur enclavé et paupérisé de la cité phocéenne. À l'ombre des platanes, deux vastes ateliers abritent machines et établis pour le travail du bois et du métal. « Nos différents projets sont des supports pour remobiliser des jeunes délinquants ou en errance éducative, explique Julien Acquaviva, le directeur de l'association. À travers la transmission de techniques, nous créons une alliance pédagogique entre les formateurs et les stagiaires. Ces derniers nous font confiance, acceptent de se laisser guider et se réconcilient peu à peu avec l'apprentissage. Nous appelons

LES RECETTES DU SUCCÈS

- Des projets de construction ambitieux avec des partenaires extérieurs exigeants.
- Une pédagogie du « faire avec » qui

considère les stagiaires comme des citoyens responsables.

- Des soutiens financiers publics et privés, via une convention

entre le ministère de la Justice et la région Paca, et le soutien ponctuel de fondations d'entreprises.



cela la pédagogie du “faire avec”. » L'association ne délivre pas de diplôme. Elle donne de l'attention et de la considération à des personnes qui en ont peu ou jamais reçu. Elle œuvre au seuil du savoir, bien en amont des chantiers d'insertion, dans une zone grise de l'éducation désertée par les institutions.

Une enfance chaotique

La plupart des stagiaires d'Appel d'Aire ont des souvenirs brumeux de leur scolarité. Ils ont décroché à la fin du collège, parfois même avant d'y entrer. Certains ont grandi livrés à eux-mêmes, au contact de plus âgés qui les ont initiés aux commerces illégitimes et à la carrière de délinquant. Pour d'autres, l'enfance et l'adolescence n'ont été qu'une succession chaotique de placements temporaires pour les protéger de familles dysfonctionnelles, parfois violentes. Tous ont été orientés vers Appel d'Aire par le bouche-à-oreille, les missions locales ou les services de probation. Certains ont fait des séjours dans les milieux « ouverts » ou « fermés » de la protection judiciaire de la jeunesse, ou bien de l'administration pénitentiaire. Certains encore rentrent dormir à la prison des Baumettes le soir venu.

« Les ateliers fonctionnent avec des entrées et des sorties permanentes de stagiaires. Il y a un début

à leur formation, mais pas de fin. Les objectifs d'apprentissage sont fixés ensemble, au fil du temps », explique encore Julien Acquaviva. Mobilier urbain, serres agricoles ou équipements éco-conçus, commandes de particuliers ou d'institutions, les projets se succèdent. Chacun acquiert à son rythme des techniques mais surtout des savoir-être aussi essentiels que la ponctualité, la politesse, la rigueur, la constance, le respect, la collaboration, le travail en équipe qui permettront un jour de s'insérer dans un univers professionnel. Très concentré,



Cheikhou, arrivé il y a peu de Mauritanie, s'exerce à la découpe du bois suivant les conseils millimétrés de Daniel Dalby, ingénieur à la retraite qui supervise la construction d'un petit avion, un ULM biplan, en cours de finition après une première phase d'essais. Une dizaine d'apprentis s'activent autour, casques ou lunettes vissés sur la tête, pendant que Jean-Luc Levy, un des deux formateurs professionnels, indique à Cheikh Ahmed, jeune Comorien de 23 ans, comment utiliser la peinture galvanisante.

Les stagiaires reçoivent 310 euros par mois (130 pour les mineurs) et s'engagent à respecter des règles de conduite : pas de retard ni d'absence injustifiés, pas de stupéfiants, pas de violence physique ou verbale. « On est stricts, mais si l'un d'eux arrive tous les jours en retard, on cherche à comprendre pourquoi avant de sévir. On discute. Le but est de les responsabiliser. C'est un sas pour préparer la suite », insiste Julien Acquaviva.

Une charte du vivre-ensemble a été rédigée par les stagiaires, guidés par Stéphane Roux, philosophe et pédagogue, qui travaille avec

1] Cheikhou lors du baptême de l'air de l'ULM qu'il a contribué à construire. 2] À l'atelier métal, Othmane fabrique un élément destiné au prototype d'habitat d'urgence, la « Maison transportable ».

P



1| Jeremy et Salim, attentifs aux conseils de Jean-Luc, le formateur métal de l'association.
2| Avant de livrer la « Maison transportable », toute l'équipe s'active sur les finitions.

➤ les publics marginalisés. Ce spécialiste de la remédiation cognitive – autrement dit, des méthodes qui permettent « d'apprendre à apprendre » – bénéficie auprès des jeunes d'une aura aussi vaste que la barbe blanche qui encadre son visage. Sa mission ? Leur donner confiance, en particulier dans leurs capacités à se former. « Depuis qu'ils sont nés, la société leur dit : "Tu n'es rien." Ici, on leur parle comme à des personnes responsables. Ils doivent sentir qu'ils ont la possibilité de raccrocher les wagons des savoirs généraux. » Dans ses ateliers, on débat de liberté religieuse, de loi, de la figure du caïd ou encore d'égalité homme-femme. Ce mercredi, c'est Cheikh Ahmed qui lâche la première question : « Stéphane, c'est quoi au juste un doigt d'honneur ? » La réponse évoque la société romaine, convoque les philosophes Platon, Kant, Levinas tout en bousculant l'injonction de virilité faite aux garçons des quartiers. Les jeunes protestent, discutent, boivent les paroles, les yeux écarquillés. Jamais, avant, ils n'avaient goûté à l'échange philosophique.

Une confiance retrouvée

« Ici, même si on vient de prison ou qu'on parle mal français, on nous fait confiance. Malgré son passé, on peut être élu délégué ! On est tous logés à la même enseigne », se félicite Salim, du haut de ses 19 années, dont quelques-unes en cavale. Ce matin-là, il a écrit « motivé pour travailler dur » sur la feuille d'émargement. Après une période d'absence soldée par de longues excuses, la direction lui a accordé une nouvelle chance.



Le fonctionnement des ateliers n'échappe pas aux crises, aux abandons et aux tensions. Pourtant, la méthode Appel d'Aire a fait ses preuves et essaime dans le milieu de l'insertion. De temps à temps, les stagiaires endossent les habits de pédagogues, pour former des jeunes d'autres structures dans le cadre de collaborations, ou bien accueillir des professionnels de l'éducation venus faire des stages en immersion. Malgré ces preuves de réussite, l'équilibre financier demeure précaire. En janvier 2017, l'association a failli disparaître quand la région Paca, qui couvre 80 % de son budget de fonctionnement, a décidé brutalement de supprimer les subventions dont elle bénéficiait avec treize autres structures. Stagiaires et encadrants, anciens et actuels, se sont immédiatement mobilisés. « Ne nous coupez pas les ailes », « Laissez-nous nous réinsérer », disaient les banderoles. Leur ténacité

les a épargnés... pour un temps. Le financement est assuré jusqu'à la fin 2018 seulement.

À l'issue de leur passage à Appel d'Aire, des jeunes décrochent un travail, un contrat d'apprentissage ou une place en chantier d'insertion. D'autres disparaissent. S'il est impossible d'assurer un suivi individuel, les ex-stagiaires qui reviennent régulièrement donner des nouvelles sont la preuve que la confiance est durable. L'un d'eux vient d'intégrer le conseil d'administration de l'association alors que certains sont en train de créer un réseau d'anciens. « Jusque-là, on avait peur de moi. Hier, des gens du quartier m'ont appelé. Ils m'avaient vu à la télé », s'exclame Salim, au lendemain d'un des reportages télévisés sur la « Maison transportable ». « Ils m'ont dit : "On s'est trompé sur toi !" Je n'aurais pas cru tout cela possible. Je veux me former encore et trouver un vrai travail. » ●

● **Un article de Pascale Pascariello publié sur Mediapart.fr**
 Cet article s'est appuyé sur les témoignages de deux stagiaires d'Appel d'Aire

Menu



MEDIAPART
 VEN. 30 MARS 2018 - ÉDITION DU MATIN

Recherche

LE JOURNAL INTERNATIONAL FRANCE ÉCONOMIE CULTURE DOSSIERS LE STUDIO LE CLUB PARTICIPEZ

SOCIÉTÉ — REPORTAGE

Benjamin, 21 ans: «A ma sortie de prison, sans boulot, je retournerai dealer»

28 MARS 2018 | PAR PASCALE PASCARIELLO

Une fois recruté dans un réseau de drogue, difficile d'en démissionner. La machine judiciaire se déclenche, la prison ouvre grandes ses portes et à la sortie, le trafic réembauche. Comment éviter cet engrenage ? Trois jeunes Marseillais racontent leur parcours.

Cet article vous est offert.

Découvrez notre offre spéciale et passez à l'illimité ! S'abonner

Face aux réseaux de stupéfiants, la politique pénale est dans l'impasse. Mediapart, qui organise mercredi 28 mars le procès de la politique antidrogue menée par les pouvoirs publics depuis des décennies, est allé à la rencontre de dealers à Marseille. Dans certains quartiers de cette ville, gangrénés par le trafic, le deal est la solution de facilité. Une fois recruté dans un réseau de drogue, difficile cependant d'en démissionner. La machine judiciaire se déclenche, la prison ouvre grandes ses portes et à la sortie, le trafic réembauche. Comment éviter cet engrenage ? Trois jeunes Marseillais racontent leur parcours.

Mohammed, 25 ans : « Un point de vente de drogue ne cesse pas avec les arrestations »

Mohammed a rejoint le réseau de stupéfiants faute d'emploi à la hauteur de ses attentes. Il a grandi dans les quartiers nord de Marseille, dans une cité du 15^e arrondissement. Ses parents, manutentionnaire pour l'un et femme de ménage pour l'autre, lui ont offert une « enfance heureuse », pour reprendre son expression, aux côtés de cinq frères et sœurs. À 21 ans, titulaire d'un bac et d'un BTS en technico-commercial, il accumule les missions d'intérim, dans le bâtiment, dans la sécurité.

Il s'accroche alors que certains de ses amis tombent dans le trafic de stupéfiants. « Quand on grandit dans les quartiers nord de Marseille, on grandit au milieu des réseaux de drogue. C'est presque banal de voir les jeunes guetter, les autres vendre et le ballet des voitures des clients dans la cité. Ce ne serait pas imaginable de voir cela dans le centre d'une ville mais en périphérie, c'est toléré par l'État et subi par les habitants. C'est surtout la hantise des parents parce que la tentation pour leurs enfants est toujours là. Tu descends en bas de chez toi et en une journée tu peux te faire, à 13 ans, 50 euros, ce que gagne, en un jour, ton père qui a 50 ans. Il est plus facile de devenir dealer qu'électricien. »

LIRE AUSSI

Drogues: les raisons de tout changer
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Mohammed a une certaine admiration pour les jeunes des quartiers nord qui parviennent à suivre des études : « Lorsque tu nais dans un environnement pauvre, pauvre économiquement, pauvre d'esprit, pauvre de connaissances, tu as une série de contraintes plus difficiles à dépasser. Il n'y a personne pour t'orienter et sans argent, il faut vraiment être très fort pour s'en

sortir. »



© Reuters

FAVORI Partager
 RECOMMANDER Tweet
 IMPRIMER G+
 ARTICLE EN PDF Offrir

MOTS-CLÉS

CANNABIS · DEALERS · DROGUE · LÉGALISATION · MARSEILLE

DERNIERS ARTICLES

Les Bouches-du-Rhône accueillent un peu moins mal les mineurs isolés
 PAR MICHEL HENRY

Affaire Paul Bismuth: Sarkozy renvoyé en correctionnelle
 PAR MICHEL DELÉAN

Les fonctionnaires redoutent d'être les prochaines victimes de Macron
 PAR MATHILDE GOANEC

A Nantes, des comités autonomes mènent la danse
 PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU

Universités: «Le mouvement est en train de prendre»
 PAR FAIZA ZEROUALA

DU MÊME AUTEUR

Mediapart Live: la politique antidrogues au banc des accusés
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Le régime Kadhafi, vu de l'intérieur
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Mediapart Live: la politique antidrogues au banc des accusés
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Le maire de Sevran démissionne pour protester contre l'insuffisance des politiques publiques en banlieue
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

À Rahigny, une Américaine fait ressembler l'Etoile à nouveau
 PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

MULTIMÉDIAS

PORTFOLIO
 Marseillais du Nord
 PAR GILLES FAVIER

PODCAST
 Surprise en plein dérapage, la justice censure France Culture
 PAR MICHAËL HAUDENBERG

PORTFOLIO
 Militer autrement. Jane Bouvier met les enfants roms à l'école
 PAR PATRICK ARTINIAN

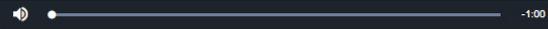
À 22 ans, la vie de Mohammed bascule : sa mère décède des suites d'une maladie. Il décide d'emménager dans un appartement mais, quelques mois après, il traverse une longue période de chômage. À cette époque, l'un de ses amis d'enfance à la tête d'un réseau de stupéfiants vient lui demander de remplacer l'un de ses bras droits incarcéré. *« Il voulait que je contrôle son point de vente. Vu ma situation, après quelques nuits de réflexion, j'ai accepté. Je n'avais jamais touché à cela, mais je ne voyais pas la fin de mes petits boulots. Je galérais et j'ai perdu patience. Mon cadre familial n'était plus le même. J'avais perdu ma mère et je n'avais plus rien à perdre. J'ai baissé les bras, je n'avais plus d'énergie. »*

Mohammed est, tel qu'il se décrit, un cadre. Pendant huit mois, il gère les stocks de drogue, l'approvisionnement du point de deal ainsi que l'équipe de neuf « jobbers », les petites mains employées par le réseau. Il est rarement sur le terrain et supervise tout à distance.



Témoignage de Mohammed

PASCALE PASCARIELLO



« J'ai appris à faire l'inventaire. On devait gérer des stocks de 40 à 50 kg de drogue. Je gagnais entre 4 000 et 5 000 euros par mois pour trois jours de travail par semaine. Je n'avais plus de souci d'argent et je retrouvais une certaine dignité due à cette aisance financière. Je pouvais rentrer dans des endroits luxueux où on me respectait, mais pour l'argent que j'amenais. Ce n'était pas la vraie vie. Puis j'étais dans le stress permanent. Le stress de la police et des années de prison que je pouvais prendre et le stress des clans rivaux qui veulent voler notre stock de drogue. Je ne me sentais pas à l'aise, je vivais comme un vagabond. C'était une forme de dépression qui ne dit pas son nom. »

En 2015, Mohammed est arrêté par la police. *« Je n'étais pas prêt encore à m'arrêter parce qu'il fallait que je mette encore de l'argent de côté pour des études que je voulais reprendre et j'aurais dû trouver un remplaçant de confiance et pour un poste élevé comme le mien ce n'était pas simple. »*

Vu ses responsabilités, Mohammed bénéficie d'une aide conséquente du réseau de stupéfiants qui lui fournit les conseils d'un des meilleurs avocats pour sa défense. Mohammed passe cinq jours en prison. Il est libéré sous contrôle judiciaire avec notamment une interdiction de territoire, en l'occurrence Marseille. Son éloignement est pris en charge financièrement par le réseau de drogue. *« Je suis un peu comme les cols blancs face à la justice. J'ai les armes pour y faire face, à la fois parce que je suis arrivé tardivement dans cette activité et que j'étais assez mature pour ne pas être en guerre ouverte contre la police ou la justice. Ma réinsertion a été possible non pas grâce aux aides de l'État qui n'engage pas les moyens dans cette voie. J'ai pu me réinsérer grâce au soutien du réseau de drogue qui m'a trouvé un appartement et m'a aidé au début. Aujourd'hui, je me débrouille seul en travaillant. Je gagne 1 200 euros, c'est juste mais je m'en sors. J'ai changé de cadre, je vois d'autres personnes. »*



2e extrait du témoignage de Mohammed

PASCALE PASCARIELLO



Mohammed a obtenu son diplôme d'aide-soignant et suit une école pour devenir infirmier. Il a été jugé en décembre pour détention, offre de stupéfiants et recel de bien venant de la cession de stupéfiants à trois ans de prison dont un avec sursis. *« Ma peine a été aménagée et j'ai un bracelet électronique. J'ai eu très peur de retourner en prison après mon jugement. J'aurais tout perdu. La prison ne change rien pour les réseaux de drogue. J'ai moi-même contrôlé un point de deal, prenant le poste d'une personne incarcérée. Un point de vente de drogue ne cesse pas avec les arrestations aujourd'hui. Soit il continue avec l'aide de personnes à l'extérieur soit il est remplacé par un autre. C'est sans fin parce que ni la main-d'œuvre ni les clients ne manquent. »*

Benjamin, 21 ans: « Un jour, le vendeur m'a dit : "Au lieu de rester là gratuitement, tu peux le faire pour nous et en étant payé". »

Il est 6h30, Benjamin quitte la prison des Baumettes, où il est détenu depuis dix-huit mois. Au lever du jour, depuis cinq mois, il traverse Marseille en bus pour rejoindre l'atelier de métallurgie et de menuiserie géré par une association en charge de jeunes en difficulté ou en décrochage scolaire. Grâce à cette formation, Benjamin a pu bénéficier d'un aménagement de sa peine en semi-liberté jusqu'à sa libération, prévue en juillet, après vingt-deux mois de détention.

« Chaque mois, je reçois 300 euros dans le cadre de cette formation. Je tente de mettre de côté au maximum pour ma sortie de prison. Il faut que je trouve un boulot rapidement, dans le bâtiment ou n'importe quel autre travail. » Benjamin ne peut compter sur aucun soutien familial.

DANS LE CLUB

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Sécurité routière et cannabis : un message inopérant

26 MARS 2018 | PAR KSHOO

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Face à l'hypocrisie et l'incompétence de nos dirigeants, nous

22 MARS 2018 | PAR KSHOO

L'ADDICTOLOGIE, LE FAUX-AMI DE L'ANTI-

7 MARS 2018 | PAR KSHOO

AUJOURD'HUI

LA UNE

Egypte: l'Occident se tait face aux exactions du régime Sissi (2)

PAR PSEUDONYME

Les fonctionnaires redoutent d'être les prochaines victimes de Macron

PAR MATHILDE GOANEZ

«Les classes populaires sont toujours majoritaires en Europe»

PAR LUDOVIC LAMANT

Les Bouches-du-Rhône accueillent un peu moins mal les mineurs isolés

PAR MICHEL HENRY

Chine: Xi Jinping achève sa contre-réforme

PAR GILLES TAINE

Universités: «Le mouvement est en train de prendre»

PAR FAIZA ZEROUALA

Sous tutelle, l'Université de Toulouse reste dans l'impasse

PAR FAIZA ZEROUALA

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU

Montpellier: les témoignages qui accusent, la vidéo qui accable

PAR ANTON ROUGET

Les voies luxembourgeoises de la fortune des Aznavour

PAR ROMARIC GODIN

À 7 ans, ses parents divorcent. Il suit d'abord sa mère qui déménage souvent. À 10 ans, il tente de retrouver une stabilité au domicile de ses grands-parents où vivent son père et ses deux petits frères. Il débarque dans le 10^e arrondissement de Marseille.

« En bas de l'immeuble de ma grand-mère, il y avait un point de vente de drogue. Je les voyais tous les jours. C'était mon quotidien. Ils ne vont pas se mettre dans les beaux quartiers. Ils viennent où ils peuvent recruter. dans les quartiers où on a le plus de difficulté. En sortant de l'école, je trainais souvent avec les gars qui y bossaient. J'ai commencé à fumer mes premiers joints à 12 ans. Un jour, le vendeur m'a dit : "Au lieu de rester là, en bas du bloc gratuitement, tu peux le faire pour nous et en étant payé." »

Benjamin n'hésite pas. Son père souffre d'alcoolisme et son grand-père avec sa maigre retraite ne parvient plus à faire face à l'ensemble des dépenses du foyer. Benjamin gravit les échelons du réseau de drogue. Après deux ans passés au poste de guetteur, en charge de surveiller l'arrivée de la police, pour 40 euros la demi-journée, il devient vendeur de cannabis et de cocaïne à 14 ans pour 150 à 200 euros par jour.

« Au début, j'allais encore à l'école. Mais en travaillant tard pour le réseau, le matin le réveil était difficile et j'ai décroché petit à petit. J'ai arrêté en quatrième. Puis l'argent appelle l'argent. J'ai pu m'acheter à manger quand je voulais. Je me suis offert des scooters, un truc pas possible avant. Et je me rendais compte surtout que je pouvais payer certaines factures et soulager mes grands-parents. C'est pour cela que j'ai continué. Je ne supportais plus de voir le manque dans lequel on vivait. J'ai fait cela comme un travail, en prenant mon poste le matin à 10h jusqu'au soir à minuit. Toute la famille le savait mais mettait des œillères. C'est normal, on n'en est pas fier même si cela nous permet de vivre. »

«Un soir, un des boss du réseau m'a amené dans la forêt. Ils m'ont tabassé.»

C'est d'ailleurs pour éviter de ternir l'image de la famille, le voisinage commençant à se plaindre, que Benjamin quitte le domicile de ses grands-parents. Il part vivre chez un ami, qui vend également de la drogue et dont le père, traiteur, est lui-même consommateur régulier de cannabis.

« La drogue ça touche tout le monde, de 7 à 77 ans. On voit de tout comme clients. Et je ne comprends pas pourquoi les vendeurs, comme moi, on prend des deux ans de prison, voire plus, alors qu'on n'oblige personne à venir acheter ce que l'on vend. »

À 15 ans, Benjamin se fait arrêter une première fois. Il est placé en centre éducatif renforcé à Bordeaux. Ces centres accueillent des mineurs délinquants souvent récidivistes. Benjamin n'accepte pas la sévérité de cette peine, l'éloignant subitement de sa famille. Il s'en échappe rapidement pour retourner à Marseille et reprendre son poste dans le réseau de stupéfiants.



© Reuters

De nouveau arrêté, il passe deux ans dans un foyer de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). *« Quand je voyais la juge me faire la leçon ou critiquer l'éducation que mes parents m'avaient donnée, j'avais qu'une envie c'était lui demander : "Mais vous, quand vous rentrez le soir, chez vous, au chaud, votre frigo il est vide ?" Elle ne comprenait rien à ma situation. »*

Benjamin n'est pas naïf. *« Je savais qu'au final, j'irais en prison. Il n'y avait pas d'autres issues sur ce chemin. »* Jusqu'à ses 18 ans, son suivi par la Protection judiciaire de la jeunesse ne suffit pas à le convaincre de lever le pied. Car l'oisiveté qu'il a connue dans son quartier, à ses 12 ans, il la retrouve dans le foyer.

« Rien n'y était vraiment proposé. Les éducateurs font ce qu'ils peuvent mais même eux, ils n'ont pas de moyens. On manquait même de draps de rechange parfois dans le foyer. On cherchait des formations, mais elles étaient rares. Alors, certaines journées, je retournais guetter ou vendre de la drogue. Ce n'est pas facile de retrouver dans le foyer censé te protéger les conditions que tu tentes de fuir dans ton quartier. »



1er extrait du témoignage de Benjamin



À 19 ans, Benjamin est à nouveau arrêté, pour avoir conduit sans permis, sous l'emprise d'alcool et de cannabis. Ne s'étant pas présenté à plusieurs convocations de la justice pour détention et vente de stupéfiants, ses affaires le rattrapent.

Sa vie est une fuite perpétuelle, celle de la précarité économique de sa famille, celle de l'alcoolisme de son père, puis de ses problèmes avec la justice jusqu'à son incarcération. En prison, il tente d'échapper, cette fois, à ses anciennes fréquentations. *« J'essaie de ne pas trop me mélanger aux autres détenus mais ce n'est pas simple. Dedans, j'ai retrouvé beaucoup de collègues qui travaillaient, comme moi comme charbonneur, vendeur de shit et de cocaïne. La prison c'est un peu l'école du crime. Tu rentres dealer, tu en ressors braqueur. »*

Benjamin prépare sa sortie. Sa formation en métallurgie et menuiserie lui a redonné l'espoir de retrouver le chemin de la légalité. Il retrouve un certain apaisement qu'il avait perdu en travaillant pour les réseaux de drogue, et savoure la joie de ses proches, soulagés. Mais la précarité n'est jamais loin et fragilise encore ce qu'il construit. À 21 ans, il ne peut pas bénéficier du RSA. La rémunération de 300 euros qu'il reçoit dans le cadre de sa formation cessera dans trois mois, à ses 22 ans.

Son obsession est donc de trouver un emploi pour éviter à sa sortie de retomber dans le réseau de drogue. *« C'est un peu le nerf de la guerre, le boulot. Même si je sais que je gagnerai moins qu'en vendant de la drogue, c'est ma seule solution mais en tant qu'ex-détenu, ça risque d'être encore plus dur. Je prendrai ce que je peux trouver : maçon ou ramasser les poubelles. En prison, il y a la mission locale, la conseillère du Spip [Service pénitentiaire d'insertion et de probation – ndlr]. Mais elle a tellement de détenus à sa charge qu'elle ne peut pas nous voir souvent. »*

Benjamin poursuit : *« On nous demande de nous réinsérer et je ne demande que ça, mais pour trouver un emploi, il faut que je sois mobile, présentable et que je pense à l'endroit où je dois dormir. Sans argent, ce n'est pas si évident. À ma libération, je ne vais pas aller faire la manche. Si je n'ai pas trouvé de boulot, je retournerai dealer. »*

Kevin, 17 ans : « J'en ai marre du centre éducatif fermé. J'ai l'impression de perdre mon temps »

Kevin a commencé à fumer du cannabis à 12 ans. Deux ans plus tard, sa consommation devient conséquente. *« Je fumais dix pétards par jour. C'est à cause du shit que j'ai commencé à charbonner [vendre de la drogue – ndlr]. »* Kevin vit alors chez ses grands-parents à Toulouse depuis la séparation de ses parents, restés à Toulon.

Il gagne 200 euros par jour en vendant du cannabis et de la cocaïne. *« La première fois je ne voyais pas le danger. C'est après ma première arrestation que j'en ai pris conscience, mais je ne pouvais pas m'arrêter. »* Kevin est arrêté une première fois et passe en jugement à bref délai, fréquemment demandé par le parquet pour des jeunes sans domicile fixe. Ce n'est pas le cas de Kevin puisqu'il est placé chez sa mère à la suite de ce premier jugement. Quelques mois plus tard, Kevin est à nouveau arrêté en train de vendre de la drogue. Placé sous contrôle judiciaire, il retourne dans le trafic de stupéfiants jusqu'à sa troisième arrestation qui le conduit dans un centre éducatif fermé à Marseille. *« Ce n'est pas un soulagement parce que c'est comme une prison. On reste enfermé à ne rien faire. Je ne suis pas idiot. J'ai eu mon brevet et j'avais de bonnes notes à l'école. Et là, je cherche un contrat d'apprentissage. C'est la seule solution. Sinon je sais que je vais fuguer de ce centre. Il y a trop d'interdictions. C'est bien pour les jeunes qui ne font pas n'importe quoi. Mais de mon côté, ce n'est pas encore ça. Ils viennent de m'interdire de sortir le week-end pour voir ma mère parce que j'ai fumé un joint. J'ai nettement réduit mais je ne peux pas encore arrêter complètement. Je vois un médecin pour ma consommation, mais j'ai l'impression que c'est plus pour faire plaisir à la juge. »*

LIRE AUSSI

- Drogues : les raisons de tout changer

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART

Kevin ne sait pas encore ce qui pourrait le convaincre d'arrêter complètement de consommer et de vendre des stupéfiants. Malgré une certaine fierté à jouer les durs, il confie : *« Je n'ai pas envie de rentrer en prison. Je voudrais travailler normalement surtout dans la métallurgie, c'est ce que j'aime faire. Mais pour cela, il me faut ce contrat d'apprentissage. »* Éviter la prison, c'est

aussi échapper à la violence qu'il a déjà subie dans le réseau de drogue : *« Un soir, l'un des boss du réseau pour lequel je travaillais, m'a amené dans la forêt avec ses collègues. Ils m'ont tabassé. Puis, ils m'ont reconduit à l'hôtel où je dormais en me donnant ma paie de la journée. Je les avais grattés [escroqués – ndlr] pendant quelques mois, ils me le faisaient donc payer. J'ai cru que j'allais mourir. »*

appel d'aire



Les Ateliers de Création - formation - Insertion

Pour son fonctionnement, Appel d'Aire est soutenue en 2018 par



Région
PACA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE



Association Appel d'Aire

7 Impasse Sylvestre
BP 90 13381 Marseille cedex 13

Tél 04 91 21 65 04

contact@appeldaire.net

www.appeldaire.net